

Au service d'une meilleure compréhension des bouleversements post-2011 en Afrique du Nord

Alia Gana est directrice de recherche CNRS au sein du Laboratoire Dynamiques sociales et recomposition des espaces (LADYSS, UMR7533, CNRS / Université Paris 1 Panthéon- Sorbonne / Université Paris Nanterre / Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis / Université de Paris). Elle a obtenu, en 2017, un financement ERC Advanced Grant pour le projet TARICA - Changements politiques et socio-institutionnels en Afrique du Nord. Ce projet a pour objectif d'analyser les mutations en cours dans le nord de l'Afrique sous l'angle de la circulation et de la confrontation de divers modèles politiques, sociétaux et économiques, et en tant que produit de l'appropriation et de la réinterprétation qu'en font les acteurs.

Pourquoi avez-vous postulé à l'ERC ?

C'est lors de mon affectation à l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC, USR3077, CNRS / MEAE / AMU) à Tunis en 2012 qu'a mûri l'idée de soumettre à l'ERC un projet de recherche sur les changements politiques et socio-institutionnels post-2011 en Afrique du Nord. Les synergies développées avec les chercheurs accueillis à l'IRMC — et dont les travaux abordent ces processus de changement sous différents angles — ont permis, avec l'appui de la direction de l'institut, d'élaborer un projet de recherche interdisciplinaire adoptant une approche comparée des trajectoires suivies par les pays de la région. Le projet s'est nourri de mes travaux antérieurs sur les processus électoraux, les problématiques du développement et de la gouvernance en Afrique du Nord, ainsi que de mon expérience en matière de coordination de projets internationaux et interdisciplinaires. La possibilité d'élaborer une proposition de recherche offrant une perspective multidimensionnelle et multi-scalaire des processus liés aux « révolutions arabes », de mobiliser des chercheurs et des partenaires locaux investis dans les terrains d'étude et de bénéficier du cadre et du soutien de l'IRMC, ont constitué de fortes incitations à soumettre le projet à l'ERC. L'actualité du thème traité et le caractère ambitieux du projet — impliquant la mobilisation d'importants moyens — nous ont également convaincus de l'intérêt susceptible d'être accordé par l'ERC à une recherche permettant d'apporter un éclairage scientifique original sur les bouleversements sociopolitiques en Afrique du Nord.

Quel regard votre travail amène-t-il à porter sur les recompositions en cours dans les pays que vous étudiez ?

Des évolutions contrastées et paradoxales caractérisent les pays étudiés dans le cadre du projet. Elles sont marquées par des changements majeurs dans le paysage politique, en particulier la montée au pouvoir des partis islamistes (Tunisie, Maroc, Libye), les phénomènes de bipolarisation entre courants islamistes et séculiers (Tunisie, Libye), associés à l'accentuation des divisions régionales et tribales en Libye, la fragmentation du paysage politique (Tunisie, Maroc, Égypte) et le phénomène de restauration autoritaire (Égypte) ou le retour en force sur la scène politique des élites de l'ancien régime (Égypte, Tunisie). Nos recherches de terrain révèlent tout d'abord que les stratégies d'intégration politique des partis islamistes, tant au Maroc, en Algérie, en Tunisie qu'en Égypte (partis salafistes) s'appuient sur des interactions étroites entre les organisations partisans et les associations caritatives ou religieuses de prédication. Elles mettent également en lumière les rapports faits à la fois de conflits et de coopération entre les mouvements religieux « plus radicaux » et les partis islamistes, ainsi que l'ambivalence des transformations de l'islamisme partisan.

Les évolutions observées font aussi ressortir un processus, plus ou moins accentué, de fragilisation des États et la capacité toujours plus réduite de ces derniers, y compris dans les pays rentiers (Algérie), à répondre aux demandes de justice sociale et territoriale qui ont guidé les « Printemps arabes ». En Tunisie, comme au Maroc, la focalisation des pouvoirs publics sur les réformes politiques, au détriment des questions économiques et sociales, et la marginalisation politique des groupes à l'origine des mobilisations populaires de 2011, ont joué en défaveur d'une réorientation des stratégies de développement et constituent un obstacle à la refondation des pactes sociaux. L'explosion du chômage et la précarisation de larges groupes de la population, y compris des classes moyennes, entraînent dès lors un rejet des élites politiques au pouvoir, qui s'exprime dans la baisse continue de la participation électorale et l'exacerbation des tensions sociales (Tunisie, Maroc, Algérie). Les mobilisations pour l'accès à l'emploi, aux ressources et au cadre de vie, dont l'intensité ne fléchit pas, ont ceci de particulier qu'elles tendent à se déployer à des échelles locales, à rejeter souvent l'interférence des syndicats et des partis, et à affirmer de manière forte les identités locales et régionales. Elles peinent, dès lors, à exercer une pression suffisante sur les pouvoirs en place et à infléchir de manière notable les politiques publiques. Force est néanmoins d'observer que l'ouverture des structures d'opportunité politique favorise dans certains pays (Tunisie et Maroc en particulier) une montée en puissance de la société civile et l'émergence de nouveaux espaces d'expression pour divers groupes d'acteurs cherchant à s'organiser de manière autonome (syndicats indépendants, groupements de producteurs, associations, etc.) et à se positionner (souvent avec succès) dans différents champs de l'action publique.

Quels conseils donneriez-vous aux chercheurs qui souhaitent se lancer dans la préparation d'un ERC Advanced Grants ?

La préparation d'un ERC *Advanced Grant* est un parcours exigeant. Il s'agit tout d'abord de bien réfléchir au projet à soumettre, de s'assurer de l'intérêt et du caractère innovant de la question à traiter et d'être en mesure de préciser les avancées scientifiques auxquelles la recherche est susceptible de contribuer. Bien que les ERC soient des projets individuels, mettant en valeur les compétences scientifiques et de *leadership* du porteur (PI), leur élaboration nécessite des échanges et des retours d'expérience de collègues et d'experts. Il est donc important de prévoir un temps suffisant pour la préparation et la rédaction du projet (six mois au moins, neuf mois idéalement). La sélection des membres de l'équipe de recherche doit veiller à l'adéquation des profils mais aussi de la disposition effective des chercheurs à s'investir dans le projet. Le choix de l'institution hôte et du laboratoire d'accueil

demande également une attention particulière. Il est important de s'assurer de leur soutien et des conditions d'hébergement proposées, qui ont des effets sur la mise en œuvre du projet. Une fois la proposition élaborée, il est fortement conseillé de solliciter l'appui d'un ingénieur projet européen (IPE) qui apportera un avis d'expert et une aide précieuse pour le montage final et la présentation de la proposition (présentation du CV, élaboration du budget, questions éthiques, sélection des panels d'évaluation, etc.) Au-delà des exigences liées à la préparation de la proposition de recherche, ce qui apparaît essentiel, c'est la conviction du chercheur et sa volonté de s'inscrire dans une démarche mettant à l'épreuve non seulement ses compétences mais aussi sa confiance en soi. Le processus d'évaluation des projets ERC est certes très sélectif, mais il ne doit surtout pas décourager, dès lors

que l'on veille à la qualité du projet présenté et que l'on s'assure d'un soutien institutionnel solide. L'ERC procure des moyens conséquents qui permettent au chercheur de mettre en œuvre un programme scientifique ambitieux, de valoriser au mieux ses compétences et de faire avancer son projet professionnel. Autant d'incitations à se lancer dans la préparation d'un ERC *Advanced Grant* !

► Retrouvez l'ERC TARICA sur :  

contact&info

► Alia Gana,
Ladys

Alia.GANA@cnrs.fr

► Pour en savoir plus

<https://tarica.hypotheses.org>



Des manifestants défilent contre Ben Ali à Tunis vendredi 14 janvier 2011
© Zohra Bensemra / Reuters